

Aunis-
Sud

Ma Communauté
de Communes

DECISION DU PRESIDENT 2023-D-27

Portant sur la défense des intérêts de la Communauté de Communes Aunis Sud dans l'affaire n°2300454-2 qui l'oppose à Monsieur et Madame Daniel et Line LAMY, devant le Tribunal administratif de Poitiers.

Le Président de la Communauté de Communes Aunis Sud

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L5211-09 et L5211-10,

Vu la délibération du conseil communautaire n°2020-07-04 du 16 juillet 2020 portant élection de Monsieur Jean GORIOUX en qualité de Président de la Communauté de Communes Aunis Sud,

Vu les délibérations n°2020-07-09 du 16 juillet 2020 et 2020-09-04 du 8 septembre 2020 portant délégation de pouvoir du conseil communautaire au Président pour « tenter des actions en justice au nom de la Communauté de Communes Aunis Sud, et défendre les intérêts de la Communauté de Communes Aunis Sud dans toutes les actions dirigées contre elle; au besoin par l'intermédiaire d'avocats et ce, devant toutes les juridictions de l'ordre administratif ou judiciaire incluant les voies de recours (premier degré, second degré, cassation...), en cas d'urgence par la voie du référé ou en se constituant partie civile, dans tous les cas où la défense de ses intérêts ou de ceux de ses agents l'exige »,

Vu la requête présentée par Monsieur et Madame Daniel et Line LAMY enregistrée le 20/02/23 sous le n°2300454-2 devant le Tribunal administratif de Poitiers, sollicitant :

- 1) l'annulation de la décision implicite de rejet née le 24 janvier 2023 par laquelle a été rejeté le recours administratif préalable exercé par M. et Madame LAMY concernant l'emplacement réservé affectant les parcelles cadastrées n°1167 et 1168, ensemble la décision expresse de rejet du 19 janvier 2023 du Maire de la Commune de Saint-Mard ;
- 2) la condamnation de la Communauté de Communes Aunis Sud et de la Commune de Saint-Mard à verser à Monsieur et Madame LAMY la somme de 3000 euros au titre de l'article L.761-1 du code de justice administrative.

Considérant la procédure engagée contre la Communauté de Communes Aunis Sud, devant le Tribunal administratif de Poitiers,

Considérant qu'il est nécessaire pour le Président d'assurer la défense des intérêts de la Communauté de Communes Aunis Sud, et qu'il est utile de désigner un avocat pour représenter ses intérêts dans cette affaire,

DECIDE

AR Prefecture

017-200041614-20230327-2023D27-DE
Reçu le 29/03/2023

ARTICLE 1 :

De défendre les intérêts de la Communauté de Communes Aunis Sud devant le Tribunal administratif de Poitiers, dans l'affaire enregistrée sous le n°2300454-2

ARTICLE 2 :

De missionner la SELARL DL Avocats, domiciliée au 26, allée Jules Milhau – Immeuble le Triangle 34000 MONTPELLIER afin de représenter la Communauté de Communes Aunis Sud et d'assurer la défense de ses intérêts dans cette affaire enregistrée sous le n°2300454-2

ARTICLE 3 :

D'arrêter le montant des honoraires du cabinet d'avocat comme suit :

- * rédaction du 1^{er} mémoire = 2 400 euros H.T,
- * rédaction de chaque mémoire supplémentaire = 100 euros H.T/heure,
- * préparation du dossier de plaidoirie et audience de plaidoirie = 650 euros H.T.

De retenir que la dépense reste estimée et fonction du déroulé de la procédure.

ARTICLE 4 :

De prendre toutes dispositions pour ce qui concerne le suivi administratif, technique et financier de la présente décision.



ARTICLE 5 :

Madame le Directeur Général des Services de la Communauté de Communes Aunis Sud est chargée de l'exécution de la présente décision, dont ampliation sera notifiée à :

- Monsieur le Sous-préfet de l'Arrondissement de Rochefort,
- Service de gestion comptable de Ferrières,
- Direction de la SELARL DL Avocats.

Fait à Surgères,
Le 27 mars 2023
Le Président,

Jean GORIOUX



Télétransmission de la décision en préfecture,

sous le numéro : 017 - 200041614 - 20230327 - 2023D27 - DE

le : 29 MARS 2023

Date de publication sur le site internet de la Communauté de Communes Aunis Sud :

30 MARS 2023

Auteur de l'acte : Jean GORIOUX Président de la Communauté de Communes Aunis Sud

Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Poitiers dans le délai de deux mois suivant la publication et/ou la notification. Le recours peut également être déposé sur l'application internet Télérecours citoyens à l'adresse suivante : www.telerecours.fr. La décision peut également faire l'objet d'un recours administratif auprès du Président dans le même délai ; en cas de réponse négative ou en cas d'absence de réponse dans un délai de deux mois, le demandeur dispose d'un nouveau délai de deux mois pour introduire un recours contentieux.